

350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
Tel: 212-290-4700
Fax: 212-736-1300; 917-591-3452

AMERICAS DIVISION

José Miguel Vivanco, *Executive Director*
Daniel Wilkinson, *Managing Director*
Maria Laura Canineu, *Brazil Director*
Tamara Taraciuk, *Senior Researcher*
Dan Baum, *Senior Researcher/Editor*
Margaret Knox, *Senior Researcher/Editor*
César Muñoz, *Researcher*
Juan Pappier, *Researcher*
Hugo Arruda, *Senior Coordinator*
Kate Segal, *Senior Associate*
María Barragán-Santana, *Associate*

ADVISORY COMMITTEE

Lloyd Axworthy, *Chair*
Marina Pinto Kaufman, *Vice Chair*
Roberto Alvarez
Cynthia Arson
Marcelo Bronstein
Paul Chevigny
John Dinges
Denise Dresser
Nancy Englander
Tom J. Farer
Myles Frechette
Alejandro Garro
Peter Hakim
Ronald G. Hellman
Stephen L. Kass
Andrew Kaufman
Susana Leval
Kenneth Maxwell
Jocelyn McCalla
Bruce Rabb
Michael Shifter
George Soros
Rose B. Styron
Javier Timerman
Horacio Verbitsky
George Vickers
Alex Wilde

HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth, *Executive Director*
Michele Alexander, *Deputy Executive Director, Development and Global Initiatives*
Nicholas Dawes, *Deputy Executive Director, Media*
Iain Levine, *Deputy Executive Director, Program*
Chuck Lustig, *Deputy Executive Director, Operations*
Bruno Stagno Ugarte, *Deputy Executive Director, Advocacy*

Dinah PoKempner, *General Counsel*
James Ross, *Legal & Policy Director*
Hassan Elmasry, *Co-Chair*
Robert Kissane, *Co-Chair*

Le 12 janvier 2017

Son Excellence Enex Jean-Charles
Premier Ministre
République d'Haïti

Monsieur le Premier Ministre Enex Jean-Charles,

Nous vous écrivons pour vous faire part aujourd'hui de notre profonde préoccupation quant à la sécurité de l'éminent défenseur des droits humains Pierre Espérance, du Réseau National de Défense des Droits humains (RNDDH), qui a reçu une menace de mort le 28 décembre 2016.

Human Rights Watch est l'une des plus grandes organisations internationales des droits humains qui se consacre à mener des enquêtes précises et rédiger des rapports impartiaux portant sur des situations préoccupantes en matière de droits humains partout dans le monde. Notre organisation a été fondée en 1978 et aujourd'hui, nous avons des bureaux à Washington, New York, Paris, Beyrouth, Johannesburg, Sydney, Sao Paulo, Londres, Berlin, Bruxelles, Hong Kong et Moscou, entre autres. Nous avons travaillé en Haïti afin d'étudier le problème de l'impunité pour les violations graves des droits humains et de promouvoir les droits des femmes et des filles en Haïti.

Human Rights Watch collabore avec M. Espérance depuis plus de vingt ans, depuis qu'il a commencé à travailler avec la Coalition nationale pour les réfugiés haïtiens (aujourd'hui le RNDDH). Il est une figure de premier plan dans le mouvement pour les droits humains en Haïti, et il est un partenaire important de Human Rights Watch et de notre travail. Le RNDDH fournit des rapports précieux sur les violations des droits humains commises dans le pays. Au cours des quatre dernières années, Human Rights Watch a travaillé en étroite collaboration avec M. Espérance et le RNDDH sur des questions allant des droits des femmes aux poursuites menées contre Jean-Claude Duvalier. Le RNDDH soutient publiquement les victimes de Jean-Claude Duvalier en quête de justice et a suivi de près la procédure judiciaire dans l'affaire contre Duvalier. À de nombreuses reprises, M. Espérance et le RNDDH ont accueilli dans leurs bureaux des conférences de presse avec Human Rights Watch. En août 2011, le directeur exécutif de Human Rights Watch, Kenneth Roth, a fait une déclaration concernant les droits des femmes en Haïti depuis le bureau du RNDDH.

HUMAN
RIGHTS
WATCH

HRW.org

En 2014, nous avons écrit à votre prédécesseur, le Premier Ministre Laurent Salvador Lamothe, lorsque M. Espérance a reçu une lettre manuscrite les accusant, lui et le RNDDH, d'avoir publié des rapports de fausses revendications dans le but de déstabiliser le gouvernement. Cette lettre contenait également une balle et faisait référence à une agression de 1999 contre M. Espérance, où il a réussi à s'échapper après s'être fait tirer dessus par des inconnus armés. La lettre du 2 avril se terminait par « *en 99 nous t'avons raté, cette fois, tu ne t'échapperas pas, arrête de raconter des conneries.* » En réponse à une demande de mesures conservatoires en rapport avec cet incident, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a émis des ordonnances en juin 2014 pour que des mesures conservatoires soient prises par votre gouvernement pour protéger M. Espérance contre de telles menaces. Selon l'ordonnance, le gouvernement devait prendre des mesures pour assurer la sécurité physique de M. Espérance et des membres identifiables du RNDDH. Il s'agissait également de publier un rapport sur les mesures prises pour enquêter sur les menaces portées contre M. Espérance. À ce jour, M. Espérance indique que les mesures de précaution n'ont pas été prises par votre gouvernement.

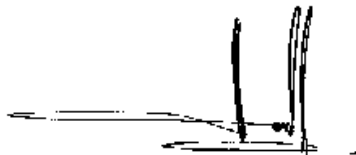
Nous écrivons aujourd'hui, profondément inquiets du fait que M. Espérance a de nouveau fait l'objet de graves menaces en raison son travail de défenseur des droits humains en Haïti. Le 28 décembre 2016, il a reçu une autre lettre manuscrite (datée du 6 décembre 2016) contenant des menaces ainsi qu'une balle. La lettre, signée par « *un groupe qui vous met les larmes aux yeux* », menaçait M. Espérance que ses « *jours sont comptés* » et une fois de plus utilisait le terme de « *conneries* » que « *raconte* » M. Espérance. La lettre conseillait à M. Espérance de « *faire [son] testament* », et se terminait par « *Les funérailles à 4 heures* », sous-entendant qu'il serait bientôt tué.

Human Rights Watch prend cette menace très au sérieux et nous exprimons notre plus grande préoccupation pour la sécurité de Pierre Espérance et du personnel du RNDDH. Nous vous invitons à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer leur sécurité et pour garantir leur capacité à poursuivre leur travail sur les droits humains. Nous vous demandons de vous assurer qu'une enquête rapide, approfondie et impartiale, soit ouverte sur la menace de mort adressée à M. Espérance, et que toutes les mesures soient prises pour faire en sorte que les responsables rendent des comptes.

Nous vous remercions de votre attention sur cette question importante.

Nous vous prions d'agréer, Votre Excellence, l'expression de notre respectueuse considération.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'José Miguel Vivanco'. The signature is written in a cursive style with some horizontal lines extending to the left.

José Miguel Vivanco
Directeur exécutif de la Division Amériques
Human Rights Watch

CC:

Andre Lemerrier Georges via algeorges52@gmail.com

Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Camille Edouard Junior via edouardcamillejr@yahoo.fr

Directeur Général de la PNH, Michel Ange Gedeon via gedeonmichel_ange@hotmail.com

Ministre des Affaires Etrangères, Pierrot Delienne via pierrotdelienne@yahoo.fr

L'Ambassade de France, Carolle Lucas via Carolle.lucas@diplomatie.gouv.fr

L'Ambassade des Etats-Unis, Rishi Desai via DesaiRP@state.gov

L'Ambassade des Etats-Unis, Beverly Randolph via randolphba@state.gov